

Penser au temps du Covid-19 • Ivan Krastev : « Nous vivons dans un monde en suspens »

[Deutsche Welle](#) | Par Aleksandar Andreev | vendredi 22 mai 2020

La crise du coronavirus transformera le monde de demain. Elle signe le retour des experts, mais aussi des États, et « suspend » jusqu'à nouvel ordre des droits et des libertés acquises de haute lutte. Entretien avec le politologue bulgare Ivan Krastev.

Traduit et adapté par Alexandre Lévy ([article original](#))



Ivan Krastev

© Heinrich-Böll-Stiftung

*Ivan Krastev est un politologue bulgare de renommée internationale, auteur de nombreux ouvrages. Président du Centre pour les stratégies libérales à Sofia, il est également membre de l'Institut pour les sciences humaines de Vienne, où il vit. En français, on peut lire de lui *Le Destin de l'Europe* (éd. Premier Parallèle, 2017).*

Cet article est publié avec le soutien de la fondation Heinrich Böll Paris.

Deutsche Welle (D.W.) : Comment voyez-vous les conséquences de la crise due au coronavirus ?

Ivan Krastev (I. K.) : Nous sommes encore dans une phase extrêmement précoce de la crise, et nos tentatives d'en comprendre les ressorts et la durée sont très risquées. C'est comme si vous me demandiez de parler du monde de l'après Seconde Guerre mondiale en 1940, avant de savoir quand elle se terminera et surtout qui l'aura gagnée. Ce que j'essaie de faire, c'est de mettre cette crise en perspective avec les deux autres que nous avons récemment traversées : la crise financière de 2008-2009 et celle des migrants de 2015. Et je pense que celle d'aujourd'hui a un potentiel bien plus grand de changer le monde tel que nous le connaissons.

D.W. : Vous avez néanmoins déjà formulé dans la presse internationale plusieurs leçons que nous devons tirer de cette crise... Quelles sont-elles ?

I. K. : Commençons par dire que la crise actuelle est génératrice de peur et pas seulement d'inquiétude. Les psychologues font une distinction très nette entre ces deux sentiments. La peur a une source bien définie. Et, aujourd'hui, nous avons peur d'être contaminés, de tomber malades et d'en mourir. Nous ne sommes pas juste tourmentés par un sentiment d'anxiété de vivre dans un monde que nous ne comprenons plus. Aujourd'hui, nous sommes tétanisés de peur, et c'est ce qui fait l'immense différence avec les crises précédentes. La peur est un sentiment extrêmement puissant et peut amener l'individu à changer radicalement de mode de vie. C'est la raison pour laquelle les gens réagissent différemment à cette crise, chacun à sa façon face à cette peur.

D.W. : En faisant confiance de manière massive au gouvernement et au pouvoir, par exemple ?

I. K. : Oui, nous assistons au grand retour de l'État. Après la crise financière de 2008, certains penseurs, surtout de gauche, imaginaient déjà - tout comme dans les années qui ont suivi la Grande dépression de 1929 - son retour. Ils l'imaginaient plus social et plus solidaire. Aujourd'hui, l'État revient, mais de manière bien différente : grâce à la politique de la peur. Les gens ne sont pas seulement prêts à renoncer à certains de leurs droits, ils sont reconnaissants à l'État de les priver de ces droits et libertés. Dans cette crise, l'autre est devenue la plus grande menace. Ce qui a induit un effet quelque peu paradoxal : la séparation - la fameuse « distanciation sociale » -, est devenue une forme de solidarité. On aide les autres en les évitant, en ne les touchant plus. On entend beaucoup que cette crise est aussi celle de la société individualiste, mais ses conséquences se traduisent, pour l'instant, par un comportement plus individualiste que jamais.

Nous sommes en train de vivre la plus grande expérience sociale que nous connaissons de toute notre vie.

D.W. : Il y a aussi un autre paradoxe : l'épidémie est globale alors que toutes les mesures prises sont strictement locales. En Europe, on a beaucoup fermé les frontières, par exemple... Les États-nations semblent de nouveau avoir le vent en poupe...

I. K. : La propagation du virus ne connaît pas de frontières et, en même temps, la fermeture de ces dernières s'est révélée la seule et unique mesure prise de concert par les États, indépendamment de leurs systèmes et orientations politiques. À ce jour, ni les gouvernements ni la population n'ont une vision claire de ce qui est en train de se passer - et de ce qui va suivre. Or le plus important est de faire croire que la situation est maîtrisée. Tout est sous contrôle ! Et de manière quasi mystique, cette fermeture des frontières arrive à convaincre les gens que le gouvernement fait quelque chose, et que ce quelque chose est utile.

C'est pour cette raison que nous vivons désormais dans une Europe dans laquelle l'UE est suspendue. Les frontières sont fermées pour les personnes et les biens, mais aussi pour les règles et les normes. La démocratie est suspendue, elle aussi. On ne peut plus protester dans la rue, l'opposition n'a plus aucune raison d'être. On reporte ou on annule des élections ; et, si on les maintient, elles se déroulent dans une ambiance de plomb. Même le capitalisme se voit en quelque sorte « suspendu » : l'État se mêle comme

jamais des mécanismes qui régissent les marchés, et les grands capitalistes eux-mêmes soutiennent ces interventions étatiques.

En fait, nous sommes en train de vivre la plus grande expérience sociale que nous connaissons dans notre vie. Nous en faisons partie. Nous vivons déjà dans un régime politique et social très différent de ce que nous considérons jusqu'à hier comme notre « normalité ». Cette expérience nous immunisera-t-elle encore davantage à l'égard de certaines pratiques autoritaires ou, au contraire, les rendra-t-elle bien plus acceptables ? C'est, pour moi, la question la plus importante aujourd'hui.

D.W. : Cette crise réhabilite aussi « l'expert », joyusement renié par les populistes jusqu'à présent. Le médecin, le spécialiste, est sur tous les écrans des télévisions, il fait désormais partie de notre quotidien...

I. K. : Absolument. Après la crise financière de 2008, on criait sur tous les toits que les experts ne comprenaient rien à rien, qu'on n'en avait plus besoin. Mais aujourd'hui, lorsque la vie des gens est en danger, tout a changé. L'accès à l'information, par exemple : les gens ont compris l'importance de bien identifier leurs sources. Ils veulent connaître l'expertise de spécialistes qui ont passé leur vie à étudier les virus. Et ils redécouvrent les médias classiques : les journaux, la télévision, la radio. On ne cherche plus des infos cocasses sur les réseaux sociaux, mais des faits avérés dont peuvent dépendre notre santé et notre vie.

Aussi, aujourd'hui, ce sont bien les experts, surtout dans le domaine médical, qui prennent le plus de risques. Ils ne peuvent pas pratiquer la distanciation sociale, ils doivent risquer leur vie pour tenter de sauver celle des autres. C'est la grande différence avec la crise financière, lorsque les experts ne couraient aucun danger, ne prenaient aucun risque, même si leurs pronostics se révélaient faux. La réhabilitation de l'expert et celle de l'État sont étroitement liées : l'État est de retour notamment parce qu'il possède le monopole sur l'expertise.

Les gens s'étaient mis à regretter leur passé plutôt qu'à réfléchir à l'avenir. C'est en train de changer.

D.W. : Mais pour la suite, comment trouver le juste équilibre entre l'objectif de relancer l'économie et le désir de sauver autant de vies humaines que possible ? Peut-on même mettre en concurrence ces deux objectifs ?

I. K. : Ce dilemme prend des formes différentes selon l'endroit où l'on se trouve dans le monde, notamment en raison de réalités économiques et démographiques très différentes. J'ai récemment lu l'analyse d'un économiste sud-africain qui dit à peu près ceci : pour un pays pauvre - selon les standards occidentaux - comme l'Afrique du Sud, dans lequel 6 % seulement de la population a plus de 60 ans, l'arrêt de l'économie tuera plus de personnes que si l'on ignore purement et simplement la pandémie.

Je ne sais pas dans quelle mesure sa prédiction se réalisera, mais ce qui est sûr, c'est que cette crise change constamment de nature. Elle a commencé comme une crise sanitaire, mais ses conséquences économiques seront de plus en plus visibles. Et de plus en plus de gens se demandent désormais quel effet auront les mesures de confinement prolongé sur leur vie : retrouveront-ils leur poste de travail et leur emploi tout court ? La plupart des gouvernements ont pris des mesures drastiques relativement tôt et ont réussi à convaincre la population qu'elles sont justes et importantes. Mais ils doivent désormais composer avec la pression d'un côté du monde des affaires et de l'autre de personnes qui ont peur de perdre leur job.

D.W. : On entend de toutes parts la rengaine : « Le monde ne sera plus jamais le même après la pandémie »... Qu'en pensez-vous ?

I. K. : Vous savez, on a déjà dit la même chose à moult reprises depuis le début du XXI^e siècle : après le

11 Septembre, après la crise financière, après la crise des migrants... Mais cette fois-ci, je pense que c'est la bonne. Notre monde d'avant avait une caractéristique importante : on avait tous du mal à imaginer vivre dans un autre monde. Et là, en quelques semaines à peine, nous vivons déjà dans un monde fort différent. Un monde dans lequel les émissions de CO2 ont drastiquement diminué, un monde dans lequel les avions ne volent plus et les élections sont annulées. Nous n'avions pas pu imaginer tout cela pour la simple raison que nous vivions enchaînés à notre quotidien. Cette crise est bien plus radicale que les précédentes, parce qu'elle a justement pulvérisé ce quotidien et, d'une certaine façon, nous a obligés à regarder de nouveau vers l'avenir. Jusqu'à présent, surtout en Europe, les gens s'étaient mis à regretter leur passé plutôt qu'à réfléchir à l'avenir. Et c'est ce qui est en train de changer aujourd'hui : cette crise nous oblige à envisager notre avenir en nous posant des questions que nous avons soigneusement évité jusqu'à présent.